SÉANCE 13

JEUDI,
14 DÉCEMBRE 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen et M. Marc Spautz)*
- *Parole après ministre: M. Gilles Roth, M. le Ministre Pierre Gramegna, M. Gast Gibéryen, M. le Ministre Pierre Gramegna*

3. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. 7156 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016

- *Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: Mme Diane Adehm*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, Mme Anne Brasseur, M. Roger Negri (intervention de M. Alex Bodry), Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner, Mme Diane Adehm, M. Alex Bodry (intervention de M. Claude Haagen), M. Claude Wiseler (intervention de M. Alex Bodry)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Alex Bodry et M. Gast Gibéryen)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant […] (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 7200 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 7201 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. David Wagner, Mme Viviane Loschetter*

6. Ordre du jour (suite)

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Henri Kox*

7. 6912 - Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble de la proposition de loi (rejetée)*

8. 7021 - Projet de loi concernant l'Institut grand-ducal

- *Rapport de la Commission de la Culture: M. André Bauler*
- *Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Franz Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Octavie Modert), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7213 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz, M. Pierre Gramegna et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 09.05 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Moien! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a ginn dovun aus, dass déi Matdeelung, déi vun der Regierung de Moie gemaach gëtt, vum Här Finanzminister kënnt an dass derniewent keng Matdeelung virgesinn ass.

Ech géif duerfir och direkt d'Wuert un de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna, weiderginn, fir zu de Budgetsdebatten an den Debatten iwwert d'pluriannuel Finanzplanung Stellung ze huelen. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

2. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, léif Kolleegen aus der Regierung, ech wäert elo a siwe Punkten op d'Debatte reagéieren, déi mer gëschter haten.

Dat Alleréischt, wat ech wëll ënnersträichen, ass, dass d'Finanzsituatioun, d'Budgeten, déi mer elo stëmme fir 2018, an de Pluriannuel souwéi d'Exekutioun vum Budget 2017 am Fong geholl weisen, dass d'Situatioun besser ass wéi dat, wat mer nach virun engem Joer geduecht hunn. Ech hunn dat och a menger Ried ënnerstrach. Dat ass vläicht herno an den Debatten net genuch erauskomm, well et och relativ rezent Noriichte sinn. Mä ech kann hei nach eng Kéier ënnersträichen, dass d'Exekutioun vum Budget vun 2017 haut scho vill besser ausgesäit wéi viru sechs Méint a souguer nach besser wéi au moment, wou mer de Budget fir 2018 deposéiert hunn, soudass den Defizit am Zentralstat wäert ënner 500 Millioune leien.

Dat wäert och natierlech e positiven Impakt hunn op d'Exekutioun vum Budget vun 2018. Wann een dann elo deen Defizit fir 2017 vun enge 500 Milliounen en perspective setzt mat der Perte vum Commerce électronique vun enger Milliard, da muss ee jo scho soen, dass mer gutt geschafft hunn.

Ech hat och gëschter a menger Ried iwwerhaapt net méi vun deem Thema vum Commerce électronique geschwat, well ech mer geduecht hunn, d'Thema ass bekannt an ech widderhuelen dat net alles nach eng Kéier. Mä vu dass och d'Opposition, an haaptsächlech d'CSV, sech immens Méi ginn huet, fir doriwwer ze schwätzen, wëll ech awer do reagéieren. Fir d'Éischt emol fir ze soen, dass d'Pa-

rallell, déi gemaach ginn ass tëschent dem Ewechfale vun de Recetten an der TVA électronique op där enger Säit an dem Tanktourismus, nun einfach guer net stëmmt!

De groussen Ënnerscheed bei der TVA électronique war, dass mer do woussten, dass et eng Guillotine gëtt. An déi Guillotine, dat war d'Joer 2015. An déi Guillotine war säit 2007 bekannt. Do hat een also aacht Joer, fir sech drop virzebereeden. An et ass net gemaach ginn.

Beim Tanktourismus wësse mer, dass deen amgaangen ass ze schmëlzen. An ech kann lech confirméieren, dass dee weider schmëlzt. De richtegen, echten Tanktourismus, dat heescht, déi Leit, déi eng extra Streck fueren, fir op Lëtzebuerg tanken ze kommen - dat ass jo den Tanktourismus -, ass e relativ klengen Deel haut vun all dem Bensinn, deen zu Lëtzebuerg verkaaft gëtt. Well een, deen natierlech duerch eist Land fiert, well e vun Norden an de Süde geet oder vum Westen an den Osten, dat ass keen Tanktourismus. Déi bleiwen enzwousch stoen. Dofir ass dee Verglach net richteg.

An da gëtt all Kéiers vun der CSV erëm ënnerstrach, dass si déi eenzeg Partei waren, déi ugemellt haten, dass ee misst mat der TVA an d'Luucht goen. An da si se och nach extra stolz drop, dass se déi Eenzeg sinn, déi dat gemellt haten.

Ech weess, firwat Dir déi Eenzeg sidd, déi dat scho versprach haten: Dir wousst, wéi grav d'Situatioun wier, wéi schlecht eis Finanzlag war,...

(Brouhaha général)

…an dofir hutt Dir dat versprach!

(Interruptions diverses)

Jo, et ass esou! Esou ass et! Esou ass et!

(Interruptions diverses)

Esou ass et!

An Dir hutt et dunn och net brauchen ze maachen, déi Augmentatioun vun der TVA. Dir hutt där nächster Regierung dat iwwerlooss. An dunn hat Der Pech oder Chance, Dir hutt et net selwer brauchen ze maachen, well mir hunn et misse maachen.

(Interruptions)

Une voix.- Dofir sidd Der gewielt ginn.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mä wat mech gëschter awer…, soss hätt ech déi ganz Saach guer net opgerullt, wat ech awer wierklech als eng Provokatioun empfonnt hunn, als eng richteg Provokatioun empfonnt hunn, dat ass, dass gesot ginn ass, dës Regierung hätt jo mat der TVA électronique genau datselwecht gemaach wéi déi viregt, well mir jo déi Recettë vun der TVA électronique net an de Fonds souverain gesat hätten. Mir hätten also sollen Honnerte Milliounen och nach direkt an de Fonds souverain setzen.

Majo, wéi hätte mer dat da kënne maachen, mat där Lag, déi mir fonnt hunn, wéi mer komm sinn? Wou e Risk bestanen huet, dass mer de Pacte de stabilité et de croissance net géifen anhalen? A fir dann ze soen: „Dës Regierung mécht datselwecht wéi déi viregt", dat ass eng richteg Provokatioun.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dofir war d'Diskussioun dëst Joer, wéi esou oft a wéi all Kéiers, leider, fannen ech, ze vill schwaarz a wäiss, ze vill provokatoresch an net genuch konstruktiv.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir waart awer deen, deen der viregter Regierung et reprochéiert huet, et net gemaach ze hunn. An Dir maacht et genau d'selwecht.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech fannen et ganz normal, dass d'Oppositioun géint de Budget stëmmt. Dat läit an der Natur vun der Saach. Wat net onbedéngt an der Natur vun der Saach ass, dat ass, dass een...

(Interruption)

Dat ass, dass een alles schwaarzmoolt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, wann ech gelift! Wann ech gelift, Kolleegen!

(Interruptions)

Am Moment huet just den Här Gramegna d'Wuert a wann Der d'Wuert wëllt huelen, da mellt Der lech, wann ech gelift!

Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- D'Oppositioun...

(Interruption)

D'Oppositioun riet alles schlecht a versicht, bei alles Panik ze provozéieren.

Dat ass net gutt. Mä dat wonnert mech net. Et wonnert mech awer vun där Partei, déi siwe Legislaturen de Finanzminister gestallt huet. Si kéint e bësse méi Nuance an d'Diskussioun bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mäin zweete Punkt ass iwwert den Zukunftspak. Den Zukunftspak, an dat ass och gesot gi vum Här Bodry, ganz kloer, an ech si frou, dass en dat ënnerstrach huet, deen Zukunftspak war inevitabel. Mir hu jo missen eppes maachen. A mir hunn et gemaach. Mir hunn et och an enger grousser Transparenz gemaach. Nach ni, menges Wëssens, huet eng Regierung Honnerte Mesuren esou un den Dag geluecht an dat Joer fir Joer akribesch suivéiert a Rapporten driwwer gemaach.

Mir maache keng Rapporten iwwert dem Zukunftspak seng Exekutioun, fir der CSV an der Oppositioun Freed ze maachen; mir maachen dat, well mir eis Saache seriö maachen an ëmsetzen an dofir hale mer akribesch Nott, wéi dee Pak ëmgesat gëtt.

Et ass richteg, dass net alles gemaach ginn ass. Dat ass richteg! Mä de Gros ass gemaach ginn! An dat gesäit een all Joers, wa mer d'Exekutioun vun de Mesurë publizéieren.

Eng wichteg Mesure vum Zukunftspak gëtt et haut net méi. Dat ass den Impôt d'équilibrage budgétaire provisoire. Deen hu mer agefouert, deen huet zwee Joer laang gedéngt an dunn ass deen ausgeblent ginn. Dat war vun Ufank u virgesinn, dass dee sollt provisoire sinn. An ech ënnersträichen, dass déi speziell Steier de Salaire minimum exoneréiert huet. Déi Steier ass also nëmme bezuelt gi vun deene Leit, déi méi hu wéi de Salaire minimum.

Den Zukunftspak huet och säin Zil erreecht, well 2015 hate mer en Defizit vu ronn 200 Milliounen amplaz 800! An 2016 amplaz engem Defizit vu 600 just ronn 200. D'CSV huet géint den Zukunftspak gestëmmt, well e soi-disant net géif duergoen. Haut wësse mer, dass en duergaangen ass!

Mä wann d'CSV weider seet, sous-entendu, och an den Diskussiounen, déi mer gëschter haten, dass mer nach méi misste spueren, dass mer nach méi Marge de manœuvre bräichten, da ginn ech dovunner aus, dass d'CSV fir d'nächst Joer an hirem Programm wäert e Spuerpak vu senger eegener Zort baken.

Mäin drëtte Punkt ass d'Réforme fiscale.

(Interruption)

Vun der Réforme fiscale huet den Här Bodry gesot, dass dat dee gréissten Exploit wier vun dëser Regierung. Ech fannen, dass mer an deem Dossier effektiv och als Regierung gutt mam Parlament, an haaptsächlech mat den dräi Parteien, geschafft hunn. An dofir hu mer och, fannen ech, eng ganz equilibréiert Réforme fiscale gemaach.

An déi vun lech, déi scho méi laang derbäi sinn, wëssen, wivill Aarbecht et ass, eng Réforme fiscale ze maachen a wéi schwéier dass dat ass.

Den Här Berger an den Här Bodry hunn och Calculle gemaach, wat dat de Leit bruecht huet. Den Här Bodry huet vu ronn 1.000 Euro geschwat, den Här Berger vu souguer méi wéi 3.000 Euro. Dat muss een natierlech kucken…

(Interruption)

Jo. Wat gelift?

M. Eugène Berger *(DP).*- 3.600 Euro am Joer.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Am Joer. An do sinn och eng ganz Rëtsch Abattementer an Neiegkeete mat dran. Mä bref, et ass eng spierbar Erliichterung gewiescht, déi och haaptsächlech fir déi kleng a mëttel Akommesse kloer konnt gesi ginn.

De groussen Ënnerscheed an der Manéier, wéi de Budget 2017 an 2018 gemaach gi si vun dëser Regierung par rapport zu deem, wat d'CSV preconiséiert, ass justement dës Steierreform. Do ginn d'Gemidder auserneen an d'Reflexiounen auserneen. Dir fannt, dass dat net gutt ass. Dir fannt haaptsächlech, dass et ze deier ass an dass et net am richtege Moment kënnt.

Fir d'Éischt emol wëll ech ënnersträichen: Dir sot, dass et ze deier ass, an ech wëll lech do op eng Kontradiktioun hiweisen. An zwar: Dës Steierreform kascht à partir vum nächste Joer ongefëier 0,8% vun eisem Räichtum. 0,8%!

Wann ech déi dräi...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat sot Dir! Dat seet d'Banque centrale awer net. Déi seet eppes ganz, ganz aneres.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo. Mä d'Joer 2017 beweist jo schonn, dass mir méi richtegleie wéi dat, wat d'Banque centrale preconiséiert huet.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'Joer 2017 beweist iwwerhaapt näischt, well Der d'Avancen net ugepasst hutt, well Der Arriereën anescht gemaach hutt…

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Wann ech gelift! Wann Der keng Argumenter méi hutt, da contestéiert Der d'Zifferen. Dat ass ëmmer esou.

Ech weess dat!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Neen, neen, neen! Oh la la! Wann Dir géift Är Zifferen esou adaptéieren, wéi et misst sinn, da bräichten déi och net contestéiert ze ginn.

(Brouhaha général)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech sinn nach net fäerdeg. Ech sinn nach net fäerdeg!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass zwar typesch.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Loosst mech emol meng Demonstratioun hei maachen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Finanzminister,…

Une voix.- Loosst den Här Minister schwätzen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- … den Här Roth huet eng Fro. Sidd Der domat d'accord, dass e se stellt?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech hunn eng Fro.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Neen. Ech sinn näämlech nach net mat mengem Räsonnement fäerdeg.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Voilà!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Wann e mäi Räsonnement héieren huet, da kann e seng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà!

(Interruptions)

Dat ass eng gutt Propos. Mir loossen den Här Minister säi Räsonnement fäerdeg maachen an da kritt Dir d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dëst Joer kascht d'Réforme fiscale 0,5% vum PIB an d'nächst Joer 0,8%. Elo soen ech lech emol, wivill d'Steiererliichterung vun der CSV an de vergaangene Jore kascht huet: am Joer 2001 1%, am Joer 2002 2,1% vun eisem Räichtum an am Joer 2009 1,9% vun eisem Räichtum!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat huet all Kéiers d'DP matgestëmmt.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, jo. Dat ass jo elo net de Punkt. De Punkt ass,...

(Interruptions)

…den Total vun dësen dräi Steiererliichterungen ass 5% vun eisem Räichtum an der leschter Decennie. An da kommt Dir an Dir sot, dass déi Steiererliichterung, déi mir hei dëst Joer gestëmmt hunn oder d'lescht Joer gestëmmt hunn an déi dëst Joer a Kraaft getrueden ass an déi 0,8% wäert ausmaachen, dass déi ze héich wier!

Déi zweet Kontradiktioun bei der Steierreform, déi mer vum éischten Dag un opgefall ass an déi net genuch ënnerstrach gëtt: Dir sot, dass déi Steierreform ze wäit gaangen ass, an Dir sot am selwechten Otemzuch, dass fir d'Entreprisen hätt misse méi gemaach ginn. Ma dann hätt se jo nach méi kascht!

A firwat hätt een dann onbedéngt fir d'Entreprisë misse méi maachen, wann ee weess,…

(Interruption)

…wann ee weess, dass beim Zukunftspak d'Personne-physiquen zu zwee Drëttel oder dräi Véierel déi Mesurë gedroen hunn? D'Entreprisen hu mer grosso modo aus dem Zukunftspak erausgelooss! An dofir war et och normal, dass, wa mer eng Steiererliichterung maachen, déi haaptsächlech de Personne-physiquë profitéiert.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Den drëtte Punkt oder déi drëtt Kontradiktioun…, oder ech soen nach fir d'Éischt eng aner Saach. Déi Steierreform gëtt international begréisst. Den FMI, d'OCDE an d'Kommissioun, ech hunn et och gëschter zitéiert, soen ausdrécklech: „Dir hutt am richtege Moment Steiererliichterunge gemaach. An Dir hutt et gemaach, well Är Finanzsituatioun dat hiergëtt." Exactement dat, wat d'Regierung seet!

Drëtte Punkt, dat sinn d'Propositiounen, déi den Här Roth gëschter hei gemaach huet. Ech ginn net duerch den Detail vun deenen. Ech wëll just soen, dass eng éischt Héichrechnung, déi mer elo ganz séier gemaach hunn, weist, dass de Cumul vun all deene Mesuren op d'mannst 150 Milliounen Euro wäert kaschten. An ze soen, dass dat géif kompenséiert ginn duerch d'Stock-Options, déi géife geännert ginn, ass jo net ganz richteg, well wann den Dechet 150 bis 180 Milliounen ass, a vu dass d'nächst Joer d'Besteierung jo verduebelt gëtt, ass den Déchet maximal 80 oder 90. Mä dat wäerte mer jo da gesinn, wa mer d'Zifferen d'nächst Joer hunn.

Mä et ass e Fait, dass Är Propositiounen, Här Roth, en Déchet fiscal wäerte mat sech bréngen, deen da muss op eng Aart a Weis kompenséiert ginn.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Fir déi Déck hutt Der eppes iwwreg an de Mindestlounbezéier muss um Dréchene sëtze bleiwen.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Interruptions)

M. Eugène Berger *(DP).*- Dir hutt 15 Joer nogekuckt an elo kommt Der als wäisse Ritter ugerannt!

(Hilarité)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech wëll elo...

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Do ass den neie Sozialist bei der CSV!

(Interruptions diverses)

M. Eugène Berger *(DP).*- Här Mosar, hutt Dir näischt dozou ze soen?

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Kommt bei eis, Här Roth!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, ech mengen, et steet elo 1:1.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Zu de Leit mat klenge Revenuen. Déi Steierreform, déi mer gemaach hunn, ech soen dat all Kéiers erëm, dat ass déi gerechtst, déi jee gemaach ginn ass.

(Brouhaha général)

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech stinn dozou.

De Crédit d'impôt…

(Brouhaha)

De Crédit d'impôt salarial...

(Brouhaha)

…ass eng sozial Mesure, déi deene Revenuen, déi méi kleng sinn, entgéintkënnt. Mir hunn do en Instrument geschaaft, wat all Mënsch wäert frou sinn, muer kënnen ze gebrauchen, well da kann een näämlech eng Steierpolitik maachen, déi cibléiert ass.

De Crédit d'impôt salarial huet bestanen. Mä d'ganz Welt huet e kritt! Dat heescht, déi Spëtzeverdénger, déi hunn de Crédit d'impôt salarial an der Vergaangenheet kritt! Dat muss ee sech emol virstellen!

Une voix.- Ah jo!

(Interruption)

Une autre voix.- Här Roth!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo. An dat hu mer geännert. An dat ass eng selektiv Manéier, eng Steierreform ze maachen.

Dat, wat den Här Roth gëschter proposéiert huet, wat en och schonn d'lescht Joer proposéiert huet, a wou ech schonn d'leschte Kéier gesot hunn, dass ech do net d'accord sinn an dat net wäert maachen, dat ass, de Plancher, de Seuil, vun deem un ee Steiere bezilt, vun 11.265 op 12.000 Euro eropzesetzen. Dat ass eng net selektiv Politik, déi mat sech bréngt, dass een zwar effektiv op 735 Euro manner Steiere bezilt, mä dat zitt sech duerch dee ganze Barème. An dofir kascht déi Mesure och ganz deier!

Une voix.- Hutt Der net nogelauschtert?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dofir hu mer jo proposéiert, dass d'Spëtzesteiersätz sollten éischter gräifen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, jo. Ech hunn dat gutt verstanen. Mä dat ass eben net déi Manéier, wéi mir

d'Steierreform gemaach hunn. Dir setzt ënnen...

(Brouhaha)

…de Seuil erop an da gitt Der uewen de Spëtzesteiersaz méi héich maachen. Dat ass net kohärent!

Et muss een also fir dat, wat Dir proposéiert… Wat Dir maacht, bréngt mat sech, dass ee muss direkt e Mécanisme correcteur aféieren. Dat brauche mir mam Crédit d'impôt salarial net! Dofir ass dat vill besser!

(Brouhaha)

Zweetens, de Spëtzesteiersaz...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Wien huet dann de Spëtzesteiersaz zu Lëtzebuerg op 38% erofbruecht?

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Wien huet dat gemaach?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Eng Koalitioun mat der DP!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo!

(Interruption)

A wie war Finanzminister an där Zäit? Net d'DP!

(Brouhaha)

Also ass et och net kohärent, fir elo hinzegoen an ze soen: Dee Spëtzesteiersaz, deen dës Regierung an d'Luucht gesat huet,…

(Interruption)

…deen dës Regierung an d'Luucht gesat huet, eis bal de Reproche ze maachen, dass mir deen net genuch an d'Luucht gesat hunn. Dir wëllt dee méi héich setze wéi dat, wat Dir gemaach hutt, wéi Der um Rudder waart.

Dat ass net kohärent!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir wëllen en net méi héich setzen, mir wëllen en éischter gräife loossen. Just fir kloer ze sinn.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här Gramegna, mir wollten evitéieren, dass e Stot mat 500.000 Euro Joresakommes, versteierbart Joresakommes, mat Ärer Steierreform nach mat 1.500 Euro géif iwwert den Tariff entlaascht ginn. Dat fanne mir net sozial gerecht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Also, wann ech dat gemaach hätt, wat Dir proposéiert, de Seuil eropzesetzen, ma, dann hätten déi vill méi kritt!

Plusieurs voix.- Neen!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Vill méi hätte se kritt!

(Brouhaha)

Majo sécher!

An dann en anere Punkt, dee mech awer och immens iwwerrascht huet, dat ass, dass d'CSV sech elo visiblement vun där gemeinsamer Linn ewechbeweegt, vun där ech geduecht hat, dass mer se hei am Land hätte bei der Situatioun vun de Wittfraen oder Wittmänner, déi da vun der Steierklass 2 no dräi Joer an d'Steierklass 1A falen. Do hutt Der jo gëschter proposéiert, dass een dat misst reconsideréieren. Woubäi, wéi mer déi Diskussioun hei am Parlament haten op Basis vun där Petitioun, déi stattfonnt hat,...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President,...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- …hate ganz wéineg...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Neen, loosst mech fäerdeg schwätzen!

(Brouhaha)

Neen, neen, neen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift! Wann ech gelift!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Wéi déi Diskussioun...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Kommt, mir loossen den Här Minister seng Räsonnementer fäerdeg maachen! A wann duerno eng Fro ze stellen ass, da ganz gär.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Well d'Diskussioun...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Den Här Minister huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech wollt de Minister just froen, ob hie wéisst, wien…

Plusieurs voix.- Neen!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech wollt just froen, ob de Minister wéisst,...

(Brouhaha)

...wien déi Bestëmmung agefouert huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also...

(Brouhaha général)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wien hat dann déi Bestëmmung agefouert?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Gibéryen, Här Gibéryen...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, Här President, Dir hutt recht...

Ech wollt just froen, wien dat agefouert hat.

(Brouhaha)

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Dir musst elo de Mikro ausmaachen.

Une voix.- Jo.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Also, dee Passage...

(Brouhaha)

D'Gesetzgebung war...

Une voix.- Ech mengen, et war d'CSV.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- D'Gesetzgebung war esou, dass et an der Vergaangenheet en Delai vu fënnef Joer war, wou een nach konnt an der Steierklass 2 bleiwen. Deen Delai ass dunn op dräi erofgesat ginn. An et war an der Diskussioun am Kontext, wéi gesot, vun där Petitioun ganz kloer erauskomm, dass d'Parteie géife fannen, net alleguerten, mä ech hat awer och verstanen, dass d'CSV géif fannen, dass een op deem Punkt net sollt bougéieren. Firwat? Well et eng Mesure ass, déi immens deier kascht. An zweetens gëtt et dat praktesch a kengem Land.

Ech hu mer deemools fir déi Diskussioun ugekuckt, wéi dat an deenen anere Länner ass. Majo, wann een do net méi bestuet ass, da geet een direkt an déi aner Klass. A bei eis geet een och net an d'Klass 1, mä et geet een an d'Klass 1A, wat oft méi favorabel ass.

Elo kréie mer da presentéiert, do misst elo eppes d'urgence gemaach ginn, dass dat erëm vun dräi op fënnef Joer soll zréckgoen. Dat heescht, en Aller-retour maachen. Ech fannen net, dass dat ganz kredibel ass.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- D'Ierfschaftssteiere sinn och zitéiert ginn. Ech fannen dat e wichtegt Thema an ech fannen och, dass ee misst déi Tariffer, déi Tabell iwwerschaffen. Ech hoffen, dass mer an deenen nächste Joren d'Geleeënheet kréien, dat an engem gewëssene Konsens ze maachen, well dat ass utile.

Dës Regierung huet awer grad an dësem Budget, et ass och net vill beschwat ginn oder diskutéiert ginn, virgeschloen, dass an enger Saach d'Besteierung bei de bestuete Koppele soll geännert ginn. Et ass esou, dass et en ligne directe keng Steiere ginn, dass awer bei bestuete Koppelen, déi keng Kanner hunn, dann, wann d'Ierfschaft vun deem engen op deen anere Partner geet, do nach eng Steier drop war. An dat war en fait eng Bestrofung vun deene Koppelen, déi keng Kanner haten, par rapport zu deene Koppelen, déi Kanner haten. An déi Diskriminatioun huet dës Regierung elo mat dësem Gesetz ofgeschaaft.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Mäi véierte Punkt ass den Invest. Ee ganz wichtege Sujet. Et ass och vill driwwer geschwat ginn. Jo, eisen Invest ass ganz héich. En ass méi héich wéi dat, wat mer 2013 fonnt hu vun der viregter Regierung. A mir hunn en Zeeche gesat, andeem mer vun Ufank u gesot hunn: „Mir wäerten déi Investissementer héich halen!"

Mir hätten eis d'Liewe méi einfach kënne maachen, andeem mer vun Ufank u gesot hätten: „Mir versichen, déi verzwickte Lag vun eise Statsfinanzen ze sanéieren, andeem mer manner investéieren." An ech hätt lech kënnen Ziffere bréngen a soen: „Elo investéiere mir nach liicht méi wéi Däitschland a mir investéiere 700 Millioune manner." Dat hu mer net gemaach. Mir wollten net zulaaschten, op d'Käschte vun den nächste Generatioune spueren. Dofir den Zukunftspak. Dat war par rapport zu der Popularitéit dobaussen net déi einfachst Léisung.

Ech héiere vum Här Wiseler, deen eis seet, wat den Invest ubelaangt: „Wann een de Programme pluriannuel analyséiert, do gesäit een, dass nach ganz vill ze maachen ass. A souguer nach vläicht méi ze maachen ass wéi dat, wat am Pluriannuel steet." Mag sinn! Mä wann dat wouer ass, da muss ee mer erklären, wéi en dat wëllt finanzéieren. An déi Explikatioun hu mer net kritt.

Ech hunn awer och vum Här Spautz héieren, dee gesot huet, eis Investissementer wären esou héich, dass se net méi kéinten exekutéiert ginn.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Dat stëmmt net!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Dach!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ech hunn lech d'Fro gestallt, wéi vill vun deenen 2,3 Milliarde realistesch kënne verschafft ginn.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo. Do gëtt et Statistiken an déi si vu Joer zu Joer verschidden. An dat hänkt natierlech dovunner of, wéi séier een déi Aarbechte kann exekutéieren. An d'lescht Joer ware mer op 2 Milliarde par rapport zu 2,25 Milliarden. Et ass also 10%... Enfin, dëst Joer ass dat 10% manner. Dat war dat Joer virdru liicht besser. Mir wëssen, dass dat ëmmer esou ass. An da gëtt et Domäner - den Här Wiseler huet et jo selwer ënnerstrach - wéi zum Beispill d'Eisebunn, wou méi investéiert ginn ass, well do d'Aarbechten amgaange sinn.

Soit. Mä de Paradox läit hei: Et kann een net op där enger Säit fuerderen, dass nach méi misst gespuert ginn, dass also de Solde budgétaire nach besser sollt sinn, an an engems fuerderen, et soll een d'Investissementer nach méi héich schrauwen, an net soen, wéi een déi Equatioun wëllt léisen.

Elo kommen ech op de Pluriannuel, deen och vill diskutéiert ginn ass. Ech wëll emol fir d'Éischt an de Kontext setzen, dass en fait dës Regierung déi éischt war, déi mat där ganzer Problematik vum Pluriannuel konfrontéiert ginn ass, well dat d'Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven an europäeschen Traitéen ass. Vu dass ech deen éischte Finanzminister sinn, dee sech mat där Saach beschäftegt huet, kann ech lech soen, dass dat e ganz groussen Impakt huet op d'Aart a Weis, wéi een de Budget opstellt.

An der Vergaangenheet konnt een, ech huelen zum Beispill d'Steierreform, do hätt ee fir d'Steierreform just brauchen ze soen: „Déi kascht am Joer 2017 350 Milliounen", an dat ass et. Da brauch ee sech keng Suergen ze maachen, wat ee fir déi aner Joren do draschreift. Et ass also en Exercice, dee ganz wichteg ass an dee mer och guer net op d'liicht Schëller huelen.

Zu Lëtzebuerg huele mer deen d'autant manner op d'liicht Schëller, well mir eent vun deenen eenzege Länner sinn, wou fir de Budget pluriannuel e Gesetz gemaach gëtt, wat ofgestëmmt gëtt. An deene meeschte Länner ass de Pluriannuel eng Diskussioun ouni Gesetz. An ech wëll, dass mer dat emol an de Kontext setzen, fir ze realiséieren, dass dat, wat mir hei maachen, scho relativ wäit geet.

Ech si mat lech d'accord, et sinn der e puer, déi gesot hunn, dass een dat nach kéint verbesseren. Jo, alles ass méiglech. Ech sinn och der Meenung, dass een Dialog soll mam Parlament gemaach ginn, wéi ee kéint déi gréisser Blocke reperéieren, individualiséieren, well do geet zwar Informatioun verluer op där enger Säit, mä et kritt een eng besser Iwwersiicht. Deen Échange de vues solle mer ganz bestëmmt matenee maachen.

Mäi sechste Punkt ass d'Schold. Dës Regierung huet ni gesot - ni gesot -, se géif manner Schold maachen, gesamt gekuckt. Dat heescht, dass den Total vun der Schold misst erofgoen, dat hu mir ni gesot. Mä mir ginn awer elo déi ganzen Zäite vun der Oppositioun dorobber gemooss, obwuel dat ni en Zil war. An et wär och e schlecht Zil gewiescht. Well wann ee sech als Zil setzt, dass een iwwerhaapt keng Scholde méi ka maachen, dass een d'Investissementer just nach mat Iwwerschëss finanzéiere kann, jo, da muss een alles méi lues maachen. Da muss ee vill manner investéieren, wat dann erëm eng Kéier net kohärent ass mat där anerer Positioun, déi seet: Et ass awer gutt, wann ee vill investéiert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dir hutt zwar elo just gesot, datt Der wéilt d'Schéier vun de Recetten an den Depensen an den Equiliber bréngen. Dat heescht, keen Defizit maachen. Dat hutt Der a multipler Reprise...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- …an Äre Presentatiounsriede vum Budget gesot.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Dat ass richteg, Här Wiseler. A mir haten och all déi Joren, 2014, 2015 an 2016, eng positiv Schéier, well d'Recettë si méi séier gewuess wéi d'Depensen. Positiv.

(Interruption par M. Claude Wiseler)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Mir hunn, an ech mengen, dat muss een all Kéiers erëm widderhuelen, déi Schold, déi eenzeg, déi mer d'ailleurs gemaach hu vun 2 Milliarden dëst Joer, gemaach, fir déi héich Investissementer ze finanzéieren. Mir wäerten an der Period 2014 bis 2018, also op fënnef Joer, 10 Milliarden, ronn, an eis Wirtschaft an an eist Land investéieren, a mir hunn 2 Milliarde geléint. Dat heescht, manner wéi ee Véierel finanzéiere mer mat Emprunten an dräi Véierel mat lafende Recetten. Gitt en anert Land an Europa sichen, wat esou positiv Zifferen huet!

D'Verschëldung vu Lëtzebuerg ass haut bei 22,7%. Domat si mir déi Zweetbescht an Europa. D'Moyenne vun Europa läit bei 81%. Dat, wat de Maastrichter Vertrag virgesinn huet, ass e Maximum vu 60%. D'ganz Moyenne vun Europa ass iwwert deem, wat de Pacte de stabilité et de croissance erlaabt. An dofir fannen ech et net novollzéibar, dass gemaach gëtt, wéi wann déi Politik, déi mer hei maachen, déi Finanzpolitik, déi mer hei maachen, als net gutt ze bezeechne wier, wat d'Schold ubelaangt.

Mäi siwente Punkt ass dat ganzt Thema vun der Ierfschaft vun dëser Regierung, déi Verschiddener vun lech ugeschwat hunn, well et jo effektiv dee leschte Budget ass, dee mer an dëser Legislaturperiod stëmmen. Den Här Bodry huet gesot, dass dat, wat mir wäerten hannerloossen, déi Ierfschaft kéint ee sous bénéfice d'inventaire wahrscheinlech unhuelen. D'Madamm Loschetter hat och eng ganz flott Expressioun, wéi se gesot huet, dass et keen Dossier gëtt, wou d'Hausaufgab net op d'mannst ugepaakt ginn ass. Mir hu ganz vill gemaach a mir hunn eis net gescheit, fir Problemer unzepaken, déi ganz schwéier sinn.

Mä d'Resultat schwätzt fir sech selwer. Ech mengen elo net nëmmen d'Statsfinanzen, vun deene mer elo déi ganzen Zäit hei geschwat hunn, mä ech denken un de Chômage, deen déi ganz Period vun 2014 bis 2018 erofgaangen ass. Den Emploi, deen eropgeet. An eis Ekonomie, déi en moyenne ëm 3,9% gewuess ass.

An dofir ass et jo net verwonnerlech, dass d'Privatleit an d'Entreprisen esou positiv a confiant si wéi nach ni fir d'Zukunft vun eisem Land. Se si confiant fir hir eegen Zukunft, fir hir eege Salairen a Revenuen, an d'Entreprisë sinn zouversiichtlech, wat hir Perspektiven ubelaangt. Dat ass also keen Zoufall.

2013 hate mer e Risk, dass onst Land géif de Pacte de stabilité et de croissance net méi anhalen. Dat muss ee sech emol virun Aen halen! Eisen Defizit wier ze héich gewiescht. D'Schold war ganz séier geklommen, mä déi wier nach gutt gewiescht, déi wier bal 30% gewiescht. Mä eisen Defizit hat riskéiert, ze derapéieren. Déi Situatioun, déi mir hannerloossen, ass eng, wou d'Kommissioun nach virun e puer Deeg gesot huet: „Lëtzebuerg hält d'Kritären alleguerten an." Mir sinn nëmme sechs Länner dëst Joer, déi dat maachen. Also, dat ass e groussen Ënnerscheed tëschent der Situatioun, déi mir hannerloossen, an där, déi mir virfonnt hunn.

Als Konklusioun: Wann en Auslänner, deen eist Land net gutt kennt, deen net hei aus- an ageet, bei eiser Debatt derbäi gewiescht wier gëschter, deen hätt sech wahrscheinlech Froe gestallt, ob eist Land da wierklech esou eng diviséiert Gesellschaft wier an ob eis Finanze wierklech esou schlecht dru wieren, wéi d'Oppositioun dat seet. An en hätt wahrscheinlech d'Impressioun gehat, dass mer hei e Clivage hätten. Mä d'Realitéit ass: Et ass nëmmen eng politesch Diskussioun gewiescht, mä keng faktuell.

Dofir, den FMI, d'OCDE, d'Kommissioun soen all mateneen, dass eis Finanzen an der Rei sinn.

Ech soen lech: Dëse Budget ass e realisteschen. Dëse Budget preparéiert eis Zukunft. Et ass dee richtege Budget fir Lëtzebuerg zur richteger Zäit.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister. Den Här Roth freet wahrscheinlech Parole après ministre.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo. Et geet awer ganz séier. Also ech mengen, dass een...

(Brouhaha)

Neen, neen, neen! Ech mengen, dass een ënnerschiddlech Usiichten zu den Zuelen huet, wat Finanzen a Fiskalpolitik ugeet, dat ass an enger Demokratie fir eis normal. Dat, wat eis awer net normal schéngt, dat ass, dass à itératives reprises eis Lëtzebuerger Zentralbank, wat jo en onofhängege Gremium ass, awer ëmmer

gefrot huet, fir un dat Zuelematerial ze kommen, wat um Niveau vun dem Finanzministère ass.

An ech mengen, dass e groussen Deel vun deenen - ech soen - zum Deel penibelen Diskussiounen, déi mer d'lescht Joer haten iwwert de Käschtepunkt vun der Steierreform, wou awer de Coût du simple oder méi wéi au double war tëschent deem, wat de Finanzminister ageschat huet, an deem, wat eis Zentralbank ageschat huet, dat wier wahrscheinlech net komm, wann deen Echange vläicht e bësse besser géif funktionéieren.

Ech muss lech awer och soen, dass de President vun der Zentralbank, den Här Gaston Reinesch, deen en ausgewisene Finanzfachmann ass, deen ëmmerhin 18 Joer Administrateur général am Finanzministère war, an ech mengen, deem een net en X fir en U virmécht, eis Fiskal- a Finanzpolitik am Land laang matgeschriwwen huet.

An duerfir wier et eis Demande, Här Finanzminister, vun der CSV, an ech mengen, dass déi och large gedeelt gouf, zumindest vun de Membere vun der Finanzkommissioun, dass den Echange vun deenen Donnéeën, déi Dir hutt, déi Är Verwaltungen hunn, méi fluid gëtt a méi transparent ass, wéi dat bis elo an der Vergaangenheet de Fall war. Wann dat kéint eng Konklusioun si vun dësen Debaten, dat wiere mer op jidde Fall als CSV doriwwer frou.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ma ech soen lech Merci, Här Roth. Ech deelen Är Analys komplett. Et ass guer net rassurant, wann eng wichteg Institutioun vum Land wéi d'Lëtzebuerger Zentralbank aner Ziffere gëtt wéi dat, wat d'Regierung oder d'Administratioun ausrechent.

Ceci dit, mir wëssen, dass se eng aner Methodologie gebraucht hunn. Do si mer eis eens. Dat erlaabt et, den Ënnerscheed zu engem gewëssenen Deel ze reconciliéieren, mä net ganz. An ech wäert alles drusetzen, dass mer... An ech muss lech soen, dass ech par ailleurs mat der Zentralbank eng exzellent Zesummenaarbecht hunn.

Ech mengen och net, dass et e Mangel un Informatiounen ass, mä et ass vläicht e Mangel un Zesummekommen, fir déi Saachen auszediskutéieren, fir ze verstoen, well dat misste mer jo awer fäerdegbréngen, verstoen, wou deen Ënnerscheed hierkoum. A weder d'Zentralbank nach eis Spezialisten hunn dat fäerdegbruecht. Si hu sech zwar kontaktéiert, mä wahrscheinlech nach net genuch. A mir mussen dat klären. Ech si ganz mat lech d'accord.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Gibéryen freet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Déi Fro, déi ech dem Här Minister virdru wollt stellen, dat war am Fong eng Fro, déi e vläicht arrangéiert hätt, well ech wollt am Fong den Här Minister froen, ob en da wéisst, nodeems d'CSV gëschter hei verlaangt huet, datt d'Reklasséiere vun de Wittfrae misst geännert ginn, ob e wéisst, wien déi Regelung agefouert hat. Well dat war nëämlech d'CSV, déi déi agefouert hat! An duerfir sinn ech och frou, datt d'CSV elo e gewëssene Sënneswandel anscheinend, zumindest elo virun de Wahlen, virhuet.

D'Fro, déi ech un den Här Minister hunn, dat ass déi, déi ech gëschter gestallt hunn an zwar am Zesummenhang mat den Dekonte vun der Steierverwaltung, wou eis an der Finanzkommissioun gesot ginn ass, datt e puer gréisser Betriber elo ofgeschloss gi wieren an dat hätt extraordinär elo kierzlech dem Stat e puer Honnert Milliounen u Recetten erabruecht.

A meng Fro war, ob de Minister eis kéint soen, wéi wäit datt d'Steierverwaltung wier mat den Dekonten an ob do ënner Ëmstänn nach aner gréisser Zommen a Betriber leie vu Steieren, déi de Stat kéint eng Kéier elo kuerzfristeg oder mëttelfristeg anzéien.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo. Ech hat et och op mengen Notten, fir dorop ze äntwerten, mä mat all deenen anere Punkten ass dat mer duerch d'Lappe gaangen.

Fir d'Éischt emol eng generell Ausso, well Dir dat Wuert gëschter gebraucht hutt: Mouk. Mir hu keng Mouk an der Steierverwaltung. Dat emol ganz kloer. D'Steierverwaltung, wéi déi aner Verwaltungen alleguerten, schaffen an engem Flux...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass keng Mouk an der Steierverwaltung, et ass eng Mouk an de Betriber.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, mä ech wëll domat soen, dass d'Steierverwaltungen alleguerten en flux continu schaffen a versichen, bäi ze sinn. An et ass keng Politik an där Administratioun oder eng Pratique do, déi géif doranner bestoen, e bësse méi lues ze besteieren, e bësse méi séier ze besteieren oder Saache leien ze loossen. Dat ass net de Fall.

An déi Ziffer, déi Dir genannt hutt gëschter, Här Gibéryen, ech hunn extra d'Madamm Toussing ugeruff, well déi Ziffer mer enorm geschéngt huet, déi Der genannt hutt. An ech wëll elo hei keng genau Ziffer soen, mä déi Ziffer an déi puer Betriber, déi effektiv besteiert gi sinn, déi gréisser sinn, den Ordre de grandeur ass guer net esou héich wéi dat, wat Dir gesot hutt. Dat ass dat, wat mir gesot ginn ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech kann do nëmme soen: Déi Chiffere sinn an der Finanzkommissioun genannt ginn. An d'Kolleegen heibanne kënnen dat jo bezeien. Et ass net esou, datt ech déi Zifferen erfonnt hätt.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo. Ech huele se zur Kenntnis.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä, Der hutt den Numm elo genannt, déi si vun der Madamm Toussing an der Finanzkommissioun genannt ginn.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo. Ech kann dozou elo kee Kommentar maachen, well ech jo och keen Ableck hunn an déi Zifferen.

Voilà. Ech soen lech Merci.

3. Ordre du jour

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister.

Mir wären dann elo emol provisoresch um Enn vun de Budgetsdebatten ukomm. Ier mer zum Vott iwwert d'Projets de loi 7200 a 7201 iwwerginn, wollt ech proposéieren, dass mer elo d'Presentatioun vun de Statskonte vun 2016 gemaach kréien an d'Diskussioun doriwwer féieren, dann iwwert d'Statskonten ofstëmmen, dann iwwert de Budget an dann iwwer eng vun de Motiounen, déi vun de Kolleege vun der Lénker abruecht gi sinn.

(Renvoi de la discussion et du vote de la motion 2 de M. David Wagner liée aux projets de loi 7200 et 7201 à la séance 14, point 6 de l'ordre du jour dédié aux projets de loi 7209 et 7210)

Déi aner, wou et ëm den Zesummenhang mam Tram geet, wollt ech proposéieren ze vertagen, bis mer iwwert de Projet d'extension vum Tram schwätzen, wann de Kolleeg David Wagner domat d'accord ass. Ech mengen, dat ergëtt méi Sënn, wéi wa mer dat elo bei de Budgetsdebatte géife maachen.

Sidd Der do dermat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Da géif ech elo d'Wuert un d'Rapportrice vun de Konnte vun 2016 ginn, d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

4. 7156 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet iwwert d'Statskonte vun 2016 gouf den 3. Juli an der Chamber deposéiert. D'Eckdate vum Joer 2016 si gutt. Eis Wirtschaft ass ëm 4,2% gewuess, obschonn de Statec nëmmen e Wuesstum vun 3,4% virgesinn hat. D'Inflatioun louch bei 0,3%. D'Regierung hat awer 1,6% virgesinn, wéi de Budget fir d'Joer 2016 opgestallt gouf. D'Beschäftegung ass ëm 3,3% gewuess an de Chômage louch bei 6%.

An dësem wirtschaftlech gënschtegen Ëmfeld gouf de Budget vun 2016 ausgefouert. De Budget hat Einname virgesi vun 13 Milliarden Euro an um Enn vum Joer waren et der 13,4 Milliarden. D'Ausgaben am Budget waren op 13,5 Milliarde chiffréiert an et waren der effektiv 14,7 Milliarden.

Den Defizit war mat 438 Milliounen Euro virgesinn. Tatsächlech goufen d'Statskonten awer mat engem Defizit vun 1,3 Milliarden ofgeschloss. Den Defizit war also 854 Milliounen Euro méi héich wéi virgesinn.

Dës Differenz gouf mat folgenden Argumenter erkläert: d'Zréckbezuele vu Statsemprunten an Héicht vu 400 Milliounen Euro, zousätzlech 200 Milliounen, déi an de Fonds du rail gaange sinn, an 150 Milliounen, déi un de Fonds des routes gaange sinn. D'Quotes-parts vu Lëtzebuerg beim Fonds monétaire international goufen ëm 285 Milliounen Euro geheicht.

Wat d'Presentatioun vum Budget no der europäescher Method, der sougenannter SEC 2010-Presentatioun ugeet, esou war am Budget en Defizit vu 633 Milliounen Euro beim Zentralstat virgesinn. Schlussendlech waren et beim Depôt vun de Statskonten awer nach just 215 Milliounen. Bei der ëffentlecher Verwaltung, also dem Zentralstat, dem Gemengesecteur an der Sécurité sociale zesummen, war en Iwwerschoss virgesi vun 269 Milliounen am Budget an et gouf, laut de Statskonte vun 2016, en Iwwerschoss vun 845 Milliounen Euro.

Här President, den 23. Oktober 2017 huet d'Cour des comptes hire Rapport iwwert d'Statskonten 2016 virgestallt. Si betount, dass den Defizit fir 2016 bei 1,3 Milliarden Euro läit. De Lëtzebuerger Rechnungshaff huet awer a sengem Avis drop higewisen, dass laut dem Rapport vum Regierungsrot vum 21. Juni 2017 d'Statskonten 2016 mat engem Defizit vun 256 Milliounen Euro ofschléissen. Dëst ass awer definitiv net de Fall.

Här President, d'Cour des comptes huet och eng Analys vun den Transferts de crédit gemaach an dëst op der Basis vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999. Si huet misse feststellen, dass eng Partie Transferten net genuch motivéiert waren. Des Weideren ass der Cour des comptes opgefall, dass bei zwee Ministèren d'Transferts de crédit systematesch vu Beamten ënnerschriwwe goufen an net vum zoustännege Minister, esou wéi d'Gesetz et verlaangt.

An d'Cour des comptes huet festgehalen, dass iwwert déi lescht fënnef Joer verschidde Budgetskreditter systematesch ze héich oder ze niddreg am Budget stoungen. D'Cour des comptes verlaangt an dësem Zesummenhang, dass an Zukunft d'Kontabilitéitsgesetz vun 1999 respektéiert gëtt. D'Budgetskontrollkommissioun ka sech dëser Opfuerderung nëmmen uschléissen.

Wat d'Spezialfongen ugeet, esou stellt d'Cour des comptes fest, dass d'Avoire vun dëse Fongen am Joer 2016 ëm 253 Milliounen Euro eropgaange sinn. An dësem Zesummenhang huet d'Cour des comptes festgestallt, dass de Fonds du rail 78 Millioune méi ausginn huet, wéi am Budget virgesi war. Dëst sinn 18,3%. De Fonds des routes par contre huet 31 Milliounen Euro manner ausginn, wéi am Budget virgesi war. Dëst si 14,72%.

Wat de Budget pour ordre ugeet, also déi Gelder, déi de Stat anzitt, fir se weiderzeleeden, weist d'Cour des comptes drop hin, dass fir 2016 den Desequiliber bei 12,4 Milliounen Euro läit.

Här President, esou wéi an deene leschten zwee Joren huet d'Regierung och dëst Joer keng Opstellung bei de Statskonte gemaach, wat all eenzel vun den 258 Moossnamen aus dem Zukunftspak bruecht huet. D'Regierung behaapt sech drop, dass si géif d'Detailer am Budgetsprojet fir 2018 liwweren. D'Cour des comptes freet och dëst Joer erëm d'Regierung, dass dës detailléiert Opstellung vun den 258 Mesurë soll en integrale Bestanddeel vun de Statskonte sinn. D'Budgetskontrollkommissioun schléisst sech dëser Demande vun der Cour des comptes un.

D'Cour des comptes huet och de Suivi gemaach vun de Recommandatioune vun der Budgetskontrollkommissioun aus dem Rapport vum leschte Joer. Dobäi stellt si fest, dass vu siwe Recommandatiounen der zwou an eng hallef ëmgesat goufen a véier Recommandatiounen net ëmgesat goufen.

Här President, an der Sitzung vum 4. Dezember huet d'Budgetskontrollkommissioun och den Avis vum Statsrot gekuckt. Wéi scho gesot, hält de Statsrot fest, dass den Defizit fir d'Joer 2016 bei 1,3 Milliarden Euro läit. An dësem Zesummenhang weist de Statsrot drop hin, dass verschidden Ausgaben, déi méi héich wéi virgesi waren, vläicht aussergewéinlech waren, mä dass dës Ausgaben awer virauszegesi waren.

Soss freet de Statsrot, wéi schonn an der Vergaangenheet, dass d'Presentatioun vun de Statskonten op der Basis vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999 soll un déi europäesch Method SEC 2010 ugepasst ginn. D'Budgetskontrollkommissioun schléisst sech och dëser Demande un.

Zum Schluss hält de Statsrot nach fest, dass de Solde cumulé vun de Statskonten zënter 1946 negativ ginn ass am Joer 2005. Dëst bedeit, dass mir keng sougenannte Réserve budgétaire méi hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domadder wéilt ech mäi Rapport zu de Statskonten 2016 ofschléissen an ech géif elo weiderfueren an als mandatéierte Spriecher vun der CSV schwätzen.

Discussion générale

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, normalerweis schwätzt d'CSV nom Rapport net méi zu de Statskonten. Mä aussergewéinlech Situatioune verlaangen awer och heiansdo aussergewéinlech Äntwerten.

(Brouhaha général)

Ech erkläre mech. Den Artikel 104 vun eiser Verfassung gesäit vir - an ech zitéieren: «Toutes les recettes et dépenses de l'État doivent être portées au budget et dans les comptes.» Dëst ass de Prinzip vun der Universalitéit vum Budget.

Am Text vum Gesetzesprojet iwwert d'Statskonte mécht de Finanzminister eng äusserst speziell Presentatioun vum Resultat. Fir d'Éischt kënnt en Tableau mat de richtegen Zuelen, den Tableau 2a mat der Iwwerschrëft Tableau 2a, Comparaison du Budget voté 2016 par rapport à son exécution. Aus dëser Tabell geet en Defizit vun 1,3 Milliarden Euro ervir. Duerno zielt de Finanzminister dräi Grënn op, déi en Deel vum Defizit erklären. Dëst sinn: d'Zréckbezuele vun Emprunten, zousätzlech Dotatiounen un de Fonds des routes an de Fonds du rail an eng Erhéijung vun de Quotes-parts vu Lëtzebuerg beim Fonds monétaire international. Esou wäit, esou gutt.

Duerno kënnt awer eng nei Tabell, déi sougenannten Tabell 2b, déi dës dräi Operatiounen erausrechent an doduerjer op en Defizit vun 256 Milliounen Euro kënnt. An da seet de Finanzminister, d'Resultat wier ëm 181 Milliounen Euro méi déif wéi am Budget virgesinn. Fakt ass awer, dass den Defizit bei 1,3 Milliarden Euro läit an net bei 256 Milliounen Euro. Dëst gouf och vum Statsrot bestätegt.

De reellen Defizit ass praktesch 1 Milliard méi héich, wéi de Finanzminister eis wëllt gleewen dinn. An da steet am Compte rendu vum Regierungsrot, dass d'Statskonte vun 2016 mat engem Defizit vun 256 Milliounen Euro ofschléissen. Och dat ass falsch! Den Defizit ass 1,3 Milliarden.

An engem Pressecommuniqué schreift de Finanzministère, dass de Compte général mat engem Defizit vun 256 Milliounen ofschléisst, wann een dräi aussergewéinlech Operatiounen erausrechent. Vun den 1,3 Milliarden Defizit gëtt an dësem Communiqué emol guer net geschwat.

Dat ass eng Täuschung vun der Ëffentlechkeet! Mir bedaueren als CSV-Fraktioun ausdrécklech, dass de Finanzminister seng Zuelen esou duerstellt, wéi wann hie besser geschafft hätt, wéi et a Wierklechkeet de Fall ass. D'Statskonte vun 2016 sinn eng eenzeg Katastroph!

Plusieurs voix.- Ooh!

(Hilarité générale)

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Den Defizit ass praktesch 1 Milliard méi héich wéi am Budget virgesinn. An dat bei engem Wirtschaftswuesstum vu 4,2%. 4,2%!

Une voix.- Egal wat!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Aus dësem Grond kann d'CSV-Fraktioun d'Konte vun 2016 net unhuelen.

(Brouhaha)

An eisen Ae mécht dës Regierung eng Budgets- a Finanzpolitik, déi op d'Käschte vun den nächste Generatioune geet.

Plusieurs voix.- Ooh!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Dat ass inakzeptabel!

Ech soen lech Merci.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächst Riednerin ass d'Madamm Anne Brasseur fir d'DP.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech hat net wëlles, eng gréisser Interventioun ze maachen, mä op grond vun deem, wat d'Spriecherin elo vun der CSV gesot huet, muss ech awer am Numm vun der DP mer e puer Froe stellen.

Déi éischt Fro ass, ob dann d'CSV elo de Rapport, deen d'Kommissioun vun der Exécution budgétaire gestëmmt huet, ob d'CSV deen elo net unhëlt an net mat de Konklusiounen d'accord ass. Also, ech weess net, wellech Tendenzen do virherrschen.

Ech ka mech och nëmme wonneren, wann ech déi Ausféierunge vun der Madamm Adehm héieren, wann ech kucken, wéi gutt d'Zesummenaarbecht an der Kommissioun ass iwwer all Parteien ewech, a wann ech gesinn, dass mer an den ëffentleche Finanze Progrèsen iwwert déi lescht Jore gemaach hunn! Well et wor eng immens Schéier zum Beispill bei den Investissementer.